



A vos Cass...

Bulletin d'information des salariés des avocats à la Cour de cassation n°47

Le 12 décembre... encore plus fort Tous en grève et en manifestation

Le gouvernement reste sourd à la mobilisation qui va grandissant. Mais il est de plus en plus fébrile et les discours contradictoires se multiplient au fil de la succession des réunions ministérielles. Si l'exécutif paraît verser dans une intransigeance irrationnelle, il n'en va pas de même des députés de la majorité qui sont de plus en plus interrogatifs...

Il est vrai que 70% de Français ne veulent pas d'un « régime universel à points ». Ce qui se joue, ce ne sont pas seulement les régimes du public que, faute d'arguments, certains n'hésitent pas à mettre en exergue pour mieux éviter de parler de notre régime actuel.

Entend-on de la part de ceux qui veulent nous imposer ce régime par points :

- Que ne plus calculer ses droits à la retraite à partir des 25 meilleures années mais sur toute la carrière réduira mécaniquement la pension versée. L'Institut de la Protection Sociale a d'ailleurs publié, le 26 novembre, une étude qui désigne les perdants de la réforme... selon cette étude, une mère divorcée ayant un enfant pourrait avoir sa retraite amputée de -9,1%. Ce serait pire pour un couple avec trois enfants, la perte serait de -21,8%.
- Que la valeur du point sera la variable d'ajustement pour que le régime reste à l'équilibre. Autrement dit, cette valeur pourra augmenter ou baisser au gré de la politique économique menée par les gouvernements. Il sera contraint par une autre variable, le PIB. En effet, la part des pensions retraites dans le PIB sera limitée à 14% alors que le nombre de retraités va augmenter. Là encore, une baisse programmée des pensions.
- Que le seul objectif de cette réforme est de faire des économies en complétant celle-ci par un allongement de la durée de cotisations, de l'âge légal, d'une décote...Gerald Darmanin l'a admis... « *il ne faut pas être bêtement budgétaire, pas tout de suite* ». Cela ne saurait être plus clair.
- Enfin, toujours faute d'arguments sérieux, on n'hésite pas dans certaines sphères à prêter à la CGT le refus de toute réforme. C'est tout simplement mensonger. La CGT a fait des propositions mais dans le sens d'un plus grand progrès social. Nous taxer d'immobilisme ne vise en fait qu'à tenter de discréditer les centaines de milliers de personnes qui ont défilé et les français.e.s qui nous font confiance.

Nous reviendrons dans un prochain bulletin aux propositions de la CGT.

Fédération CGT des Sociétés d'Etudes